

Conseil régional

Arrêté n°2024-017 du 25 janvier 2024

portant composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR 1102006 « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé »

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Vu la directive européenne n°92/43/CEE du Conseil des communautés européennes du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2023/238 de la Commission en date du 26 janvier 2023 arrêtant la seizième actualisation de la liste des Sites d'Importance Communautaire de la région biogéographique Atlantique ;

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 414-1 à L. 414-7 et R. 414-8 à R. 414-17 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Décret n° 2022-1757 du 30 décembre 2022 relatif à la décentralisation de la gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestres et modifiant certaines dispositions relatives à Natura 2000 ;

Vu l'arrêté ministériel DEVL1406817A du 17 avril 2014 portant désignation du site Natura 2000 « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé » en zone de spéciale de conservation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013/DDT/SEPR/348 du 9 septembre 2013 portant approbation du document d'objectif du site Natura 2000 « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé » (FR1102006) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013/DDT/SEPR/348 du 12 septembre 2013 fixant la composition du comité de pilotage du site Natura 2000 FR 1102006 « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé » ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectif du site Natura 2000 FR 1102006 « Bois des Réserves, des Usages et de Montgé » est composé comme suit :

1.1 Représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements :

- Le Président ou la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente du Conseil départemental de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Les maires des communes de COCHEREL, COULOMBS EN VALOIS, DHUISY et VENDREST ou leurs représentants ;
- Le Président ou la Présidente de la Communauté de communes du Pays de l'Ourcq ou son

Conseil régional

2, rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN
Tel : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

représentant ;

1.2 Représentants de l'Etat et de ses services déconcentrés :

- Le Préfet ou la Préfète de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice régional et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ou son représentant ;
- Le Chef ou la Cheffe de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régional et interdépartemental de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice départemental des territoires de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Le Chef ou la Cheffe du service départemental de Seine-et-Marne de l'Office français de la biodiversité ou son représentant ;
- Le Chef ou la Cheffe du service territorial de l'architecture et du patrimoine de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice de l'agence interdépartementale de l'Office national des forêts ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice du Centre régional de la propriété forestière d'Île-de-France – Centre ou son représentant ;

1.3 Représentants des propriétaires, exploitants de biens ruraux et concessionnaires d'ouvrages publics compris dans le site :

- Le Président ou la Présidente du Syndicat des propriétaires forestiers sylviculteurs ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente du Syndicat départemental de la propriété agricole et rurale ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice régional Île-de-France de Réseau Ferré de France ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice régional de SNCF réseau ou son représentant ;

1.4 Représentants des organismes consulaires :

- Le Président ou la Présidente de la Chambre d'agriculture de région Île-de-France ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de la Chambre des métiers et de l'artisanat de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de la Chambre de commerce et d'industrie de Seine-et-Marne ou son représentant ;

1.5 Représentants des organismes exerçant leur activité dans le domaine de la chasse, du sport et du tourisme :

- Le Président ou la Présidente de la Fédération de Seine-et-Marne pour la pêche et la protection du milieu aquatique ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de la Fédération départementale des chasseurs de Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente du Comité départemental de la randonnée pédestre de Seine-et-Marne ou son représentant ;

1.6 Représentants des associations de protection de la nature :

- Le Président ou la Présidente de l'association France Nature Environnement Seine-et-Marne ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de l'Association de protection de l'environnement de Sainte-Aulde ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de la Société nationale de protection de la nature ou son représentant ;
- Le Délégué ou la Déléguée d'Île-de-France de la Ligue pour la protection des oiseaux ou son

- représentant ;
- Le Président ou la Présidente de l'Office pour les insectes et leur environnement ou son représentant ;

1.7 Personnalités scientifiques qualifiées :

- Le Président ou la Présidente du Conseil scientifique régional du patrimoine naturel d'Île-de-France ou son représentant ;
- Le Directeur ou la Directrice du Conservatoire botanique national du Bassin parisien ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente de l'Agence régionale pour la biodiversité d'Île-de-France ou son représentant ;
- Le Président ou la Présidente du Conservatoire d'espaces naturels d'Île-de-France ;
- Le Président ou la Présidente du Centre permanents d'initiatives pour l'environnement des Boucles de la Marne ;
- Le Président ou la Présidente de l'Association Azimut 230 ;
- Monsieur Pierre RIVALLIN, Société herpétologique de France.

ARTICLE 2 :

Le comité de pilotage peut décider d'entendre toute personne ou tout organisme dont les connaissances et l'expérience sont de nature à éclairer ses travaux.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté peut être contesté :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte, dans les deux mois suivant sa publication sous forme électronique. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet. Ce rejet tacite peut lui-même être déféré au tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois.
- par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil dans les deux mois suivant sa publication sous forme électronique, le délai de recours gracieux étant interruptif du délai de recours contentieux.

ARTICLE 4 :

La Présidente du conseil régional est chargée de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à l'ensemble des membres du comité de pilotage.



Valérie PECRESSE